Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1316

Artikel: Le changement est encore à venir
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1015257

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le changement est encore à venir

Le week-end dernier, la gauche a gagné de justesse les élections au Grand Conseil. Après le champagne, il faut engager une politique efficace et donc assainir les finances publiques.
Il faudra également traiter le dossier de l'espace, grand oublié de la campagne électorale et qui a pourtant été un enjeu de taille lors de la précédente législature.

La gauche et les verts ont donc conquis la majorité des sièges au Grand Conseil. L'événement est qualifié d'historique, quand bien même cette victoire ne résulte pas d'une majorité populaire. Arrivées au coude à coude, l'Alternative qui regroupe extrême gauche, socialistes et écologistes (47% des suffrages) et l'Entente bourgeoise (46%) concèdent en effet 7% aux nationalistes et autres mécontents.

L'étroitesse de cette victoire devrait favoriser l'abandon du face-à-face de deux camps figés dans un affrontement systématique, tel qu'on l'a vécu au cours de la dernière législature. C'est ce que laisse entendre un électorat qui, déçu de l'expérience monocolore, a refusé de trancher nettement entre la gauche et la droite. Par ailleurs, sur nombre de dossiers importants – finances publiques et fiscalité, rôle de l'État, politique sociale notamment – les deux blocs sont loin d'être homogènes.

C'est dire que, pour résoudre les problèmes auxquels Genève est confrontée, il faudra plus que des majorités de hasard. La campagne électorale est close et avec elle le temps des slogans, des solutions toutes faites et des terribles simplifications. Pour sortir de l'ornière, le canton a besoin d'une véritable concertation débouchant sur des solutions de compromis largement acceptées aussi bien au parlement que par le peuple. Les échecs cuisants de la majorité sortante, trop sûre de son fait, devraient servir de leçon aux nouveaux élus.

Priorité à l'assainissement des finances publiques

Déjà 60% de l'électorat – les abstentionnistes – ne croient plus au changement. Il s'agit maintenant de ne pas désespérer les autres. Plutôt que de multiplier les projets de lois pour donner l'illusion du mouvement, parlement et gouvernement devraient s'atteler en priorité à l'assainissement des finances publiques et à la réforme de l'État, conditions indispensables d'une action politique efficace. Ce serait là un véritable changement. *jd*

Silence sur la ville

Dans un passé récent, le temps faisait l'objet de toutes les préoccupations. L'espace semblait n'être qu'une coquille vide où prenaient place le développement économique et social et la croissance.

Aujourd'hui la tendance se renverse. C'est l'espace qui occupe le devant de la scène. Il n'est que de mentionner la conférence de Rio sur l'environnement, celle d'Istanbul sur le logement et les multiples contacts Est-Ouest sur l'environnement dégradé des pays de l'est européen.

On peut certes objecter que la question du temps et du partage du travail reste toujours actuelle. Mais elle est de plus en plus perçue comme une possibilité de libérer du temps pour permettre au plus grand nombre de participer à la gestion de l'espace, de sa ville, de son quartier, de son immeuble.

Étrangement, cette évolution n'a pas marqué le débat électoral à Genève. Lors des «États généraux de Genève» organisés par un quotidien local, les représentants de six principaux partis en lice ont superbement ignoré le dossier de l'espace, du territoire, de la ville. En fin de discussion, un Vert a timidement effleuré le sujet. Ce sont les finances publiques qui ont monopolisé l'attention.

Ce silence est d'autant plus pesant que durant la législature qui s'achève, l'espace n'a cessé d'être un enjeu d'importance à Genève. Pour rappel, la question de la protection de la zone agricole et les déclassements décidés au coup par coup, la politique des transports publics, l'assouplissement de la loi sur les démolitions pour inciter à la rénovation du parc immobilier et apporter un bol d'air au secteur de la construction.

Espérons que lors de la campagne pour les élections communales vaudoises et pour le Conseil d'État à Genève, les partis et les candidats seront aussi diserts sur la ville et le territoire que sur les questions d'argent. *dm*